

NIVEAU 4 DE MENACE

Combien de temps pouvons-nous

LES FAITS

Ce mercredi, Bruxelles en est déjà à son cinquième jour en alerte terroriste maximale. Même si les écoles ont rouvert leurs portes, si le métro a recommencé à rouler, et si les magasins et autres lieux culturels accueillent à nouveau du monde, la menace « sérieuse et imminente » est toujours bien présente. Et la question qui s'en suit : combien de temps pouvons-nous vivre ainsi ? Le gouvernement Michel est de plus en plus sous pression, le monde économique dans l'expectative. Les soldats et policiers présents en rue commencent, eux, à être fatigués. Tandis que les « simples » citoyens ont besoin d'échapper à l'angoisse.

politique La pression monte sur le fédéral

Le gouvernement fédéral a pris lundi soir la décision de maintenir l'alerte terroriste au niveau 4, « menace imminente », tout en assouplissant un peu la rigueur des mesures de protection. Les écoles vont donc rouvrir ce mercredi, et les métros recommenceront à rouler.

Mais le niveau 4 subsiste bel et bien, pour une semaine. Et la hantise du gouvernement, c'est que l'enquête s'enlise sans que le niveau de menace ne s'en trouve amoindri. On partirait donc pour un niveau 4 à durée indéterminée. Mais est-ce tenable politiquement ? Au sein du gouvernement fédéral, il n'y a pour l'instant pas de brèches entre ministres, nous confirme-t-on à plusieurs sources, dans et hors de l'exécutif. La cohésion interne subsiste. « Mais la pression augmente, relève Pierre Vercauteren, politologue à l'UCL Mons. On le voit avec la N-VA qui critique la gestion des francophones. Puis il y a la pression de certains secteurs économiques qui payent cash les mesures actuellement en cours. Cette pression va augmenter avec le temps. »

« N'oublions quand même pas qu'il n'y a pas eu d'attentats »

PIERRE VERCAUTEREN, POLITOLOGUE

Une autre pression en hausse est internationale. La presse étrangère multiplie les articles et commentaires peu amènes pour la gestion de l'extrémisme religieux en Belgique, et le débat s'étend sur l'efficacité générale du pays, dont le monde n'a gardé qu'un souvenir : celui de la longue crise institutionnelle. *The Financial Times*, très influent dans les sphères économiques internationales, a publié ce mardi après-midi un article rappelant la « fragilité et le fractionnement politiques hors du commun de la Belgique ». Le blocage de la capitale pen-

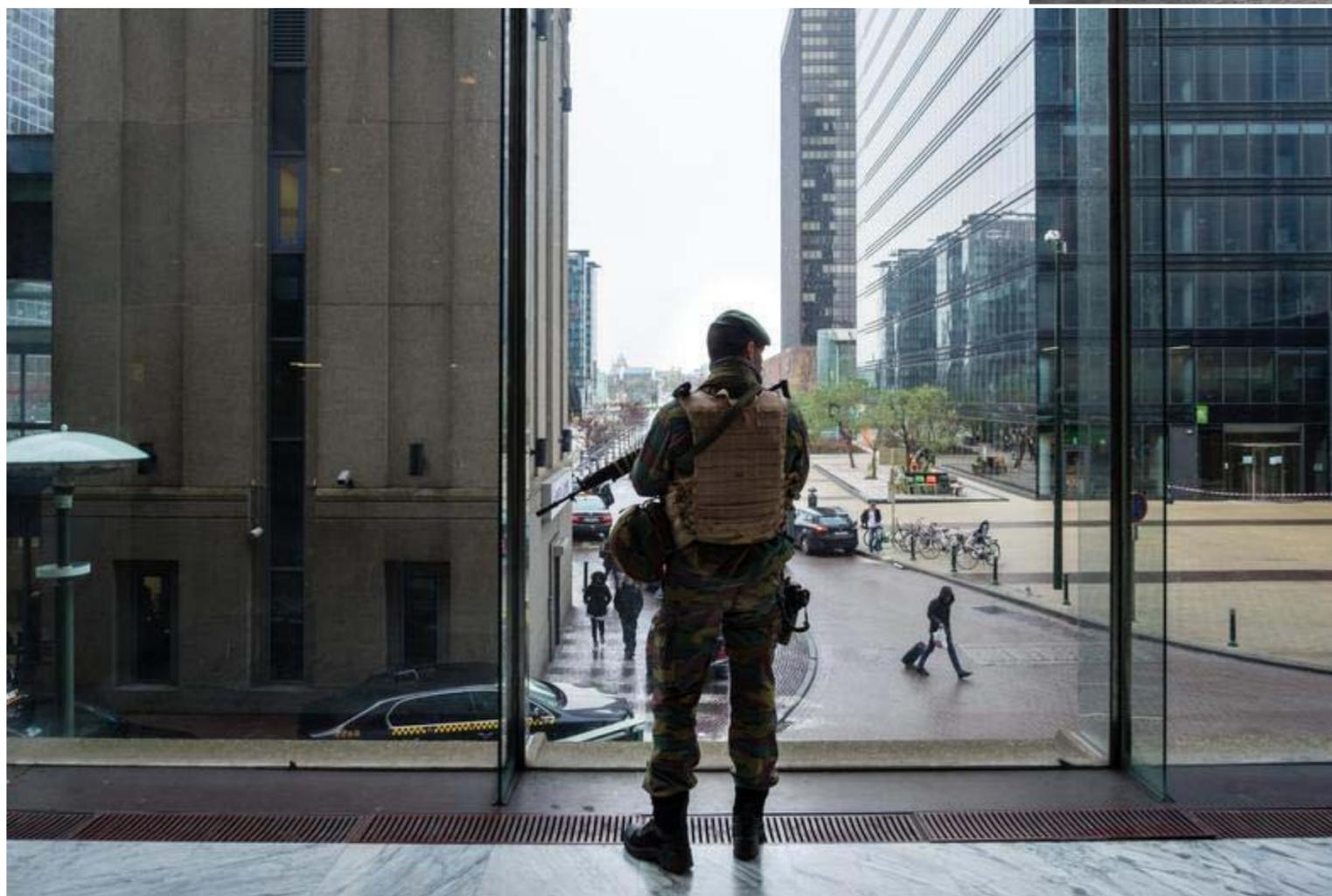
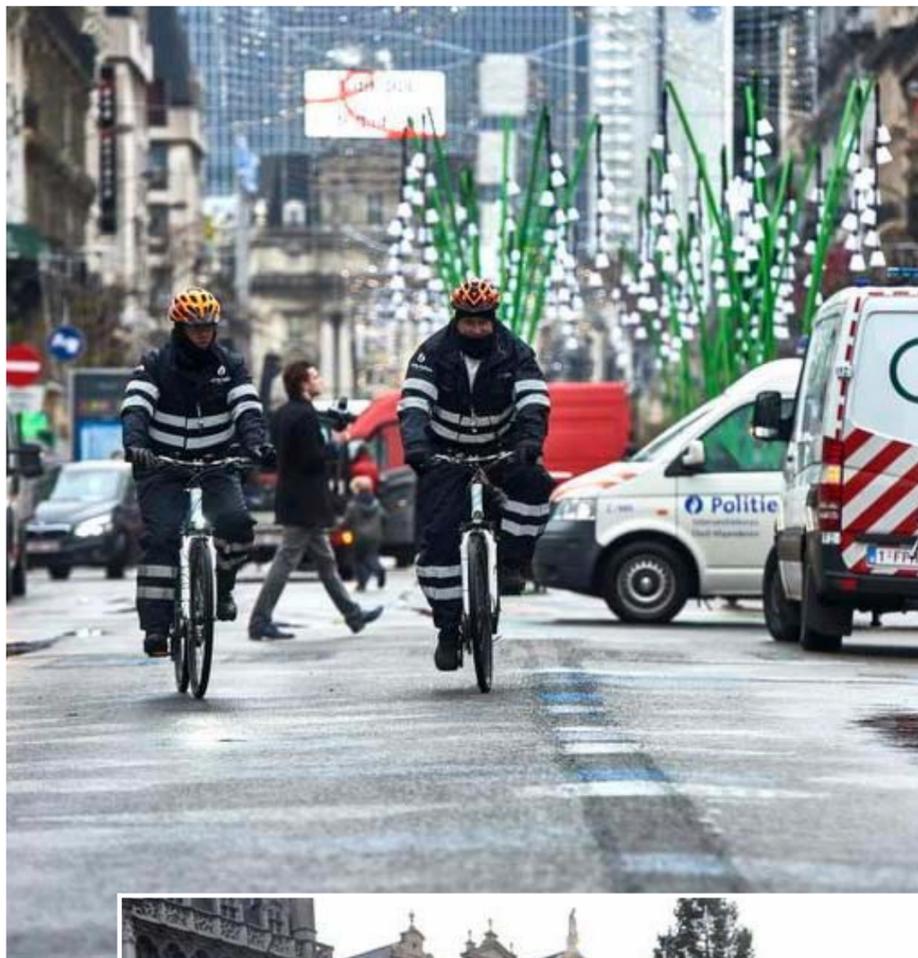
dant quatre jours, du jamais-vu dans le monde, a ajouté à l'impression internationale que la Belgique ne maîtrise pas la situation.

La dernière forme de pression n'est pas moindre : elle concerne la population. Actuellement, les citoyens comprennent relativement bien les mesures de sécurité et les acceptent, même si le gouvernement ne donne pas de précision sur la nature de la menace. Mais si l'enquête n'avance pas et que le niveau 4 se maintient, beaucoup vont commencer à se demander si le gouvernement maîtrise la situation, et si les descentes policières auxquelles on a assisté ne relèvent pas davantage de la panique. Pierre Vercauteren apporte toutefois un bémol à ce sentiment : « N'oublions quand même pas qu'il n'y a pas eu d'attentats et que c'est peut-être en raison des mesures prises par le gouvernement. »

Dans les rangs gouvernementaux, on mesure le risque d'impatience populaire, mais on pense pouvoir y faire face. « Le niveau 4 est une définition de la menace qui pèse sur le pays. Mais il n'impose aucune mesure particulière. En fonction des recommandations des services de sécurité, nous pouvons donc parfaitement rester au niveau 4 mais permettre un retour à une vie plus ou moins normale. Le bon exemple, ce sont les écoles : la Fédération Wallonie-Bruxelles a décidé de les fermer et personne ne s'y est opposé au niveau fédéral, mais elles ne sont pas une cible en tant que telles, selon les services de renseignement. Des aménagements sont donc possibles, tout en restant à des niveaux de sécurité élevés. »

Le gouvernement tient donc pour l'instant le cap, et semble en mesure de pouvoir affronter une prolongation de cette période d'incertitude. Mais le fédéral souhaiterait éviter cette épreuve périlleuse. ■

BERNARD DEMONTY



Des militaires et des policiers à tous les endroits sensibles de la capitale. L'image commence -hélas- à devenir familière pour la population. Combien de temps sera-t-elle encore d'actualité ? Nul ne le sait.

© REPORTERS, AFP.

société Pester c

Le « naturel » des Bruxellois serait-il déjà en train de refaire surface ? Certes, l'habitant de la capitale est moins réputé râleur que son homologue parisien. Il n'empêche : les premiers signes d'exaspération face aux mesures de sécurité induites par le relèvement du niveau d'alerte à 4 depuis vendredi soir, sont déjà perceptibles dans la population. Normal ? « Il y a deux besoins fondamentaux en opposition, constate Evelyne Josse, psychologue et psychothérapeute. Un besoin de sécurité et un besoin de liberté. Dans nos sociétés démocratiques, ce dernier est fondamental : liberté d'expression, d'action, de déplacement... Mais aujourd'hui, le besoin de sécurité prévaut. C'est comme une balance : un besoin est satisfait, l'autre est frustré. Pour le dire autrement, quand il y a un tel choc, le moi individuel cède la place au moi social. Après quelques